

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LE PROJET D'ACHETER DES SOUS-MARINS NUCLÉAIRES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Ce week-end, l'ambassadeur du Canada aux Nations Unies, M. Stephen Lewis, a ajouté sa voix à celles du très honorable chef de l'opposition, de l'ancien chef d'état-major, M. Thériault, de l'ambassadeur au désarmement, M. Roche, et d'autres éminents spécialistes de la défense, pour condamner la décision du gouvernement d'acheter une flotte de sous-marins nucléaires, surtout au moment où les superpuissances elles-mêmes déploient d'importants efforts pour démanteler leur arsenal nucléaire.

Le gouvernement va-t-il finalement admettre que ce programme coûteux et malavisé représente une mauvaise initiative et que le Canada dispose de moyens beaucoup plus constructifs et positifs d'assurer sa sécurité et de défendre sa souveraineté? N'est-il pas temps, devant les nombreux arguments contraires présentés par ses propres spécialistes, que le gouvernement reconnaisse qu'il a emprunté la mauvaise voie?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, l'ambassadeur Lewis, s'adressant samedi au Congrès de l'Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire, a noté que, d'ici au 1^{er} août, il est lui-même «neutralisé», mais qu'il appuyait toutes les déclarations de M. Broadbent sur le programme d'achat de sous-marins nucléaires. Eh bien, le fait d'être neutralisé ne semble pas l'avoir empêché d'appuyer une politique de froussards. Ce n'est pas notre politique. C'est l'opinion personnelle de l'ambassadeur aux Nations Unies, qui a noté que son mandat tirait à sa fin.

M. Broadbent: Comme le vôtre!

M. Orlikow: Il ne vous reste que quelques mois de plus que lui!

M. Crosbie: Le NPD, lui, n'a jamais eu de mandat et n'en aura jamais, monsieur le Président.

Le point de vue de M. Lewis et le nôtre sur cette question ne coïncident pas. Nous croyons que le Canada devrait avoir des moyens pour défendre sa souveraineté territoriale et être en mesure d'exercer son contrôle sur l'Arctique. L'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire, selon la politique exposée dans notre Livre blanc sur la défense, nous permettra de le faire. Nous allons donc nous en tenir à cette politique. Nous poserons clairement la question aux Canadiens et verrons bien s'ils préféreront la politique de froussards de l'honorable député d'en face.

M. Broadbent: Nous ne demandons pas mieux!

Questions orales

M. Axworthy: Monsieur le Président, si le ministre croit que notre ambassadeur à l'ONU est neutralisé parce que son mandat touche à sa fin, il devrait se dire qu'il est lui-même exactement dans la même situation.

LE COÛT DES SOUS-MARINS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je pose une question supplémentaire sur le même sujet au ministre des Finances. Jeudi dernier, en réponse à une question de mon collègue, le député de Papineau, le ministre des Finances a déclaré que les chiffres précis sur le coût des sous-marins seraient connus après que nous saurons à quel pays nous les achèterons. Cette déclaration s'ajoutait aux déclarations de représentants du ministère de la Défense qui admettent qu'ils n'ont pas inclus dans leurs calculs les 6 milliards de dollars de frais d'exploitation, ce qui fait que personne ne connaît le coût final exact de ce programme.

Est-ce la nouvelle façon de faire du gouvernement: prendre des décisions avant même de connaître les coûts? N'est-ce pas une manière bien imprudente et étourdie d'engouffrer autant de deniers publics dans un programme injustifié? N'est-il pas temps que le ministre des Finances intervienne et exerce un certain contrôle sur ce dossier pour éviter au pays une décision aussi désastreuse?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je crois que le député tire des conclusions trop précises des déclarations qui ont été faites. En ce moment, nous en sommes à décider à quel pays acheter les sous-marins. Nous avons une assez bonne idée du coût de ce programme. Nous ne pouvons pas préciser ce coût avec toute la précision nécessaire pour fonder une décision finale avant d'avoir décidé à quel pays nous achèterons ces sous-marins et avant que des négociations détaillées ne soient entamées. Nous en sommes maintenant là.

● (1420)

M. Axworthy: «Qu'est-ce qu'un ou deux milliards de dollars», monsieur le Président. Est-ce à ce genre de raisonnement qu'en est arrivé le ministre des Finances?

LA POSITION DE L'AMBASSADEUR AUX NATIONS UNIES

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): J'ai une question supplémentaire à poser au vice-premier ministre qui parle au nom du premier ministre.

Un discours, cette fin de semaine, de l'ambassadeur aux Nations Unies, M. Lewis, a laissé, je pense qu'il est juste de le dire, une certaine confusion en ce qui concerne la politique étrangère du gouvernement. Au cours des quatre dernières années, l'ambassadeur a accepté et présenté la politique du gouvernement sur une vaste gamme de sujets allant des armements nucléaires à l'aide aux pays étrangers. Ou bien le gouvernement a radicalement modifié sa position ou bien l'ambassadeur a décidé qu'il ne peut plus appuyer cette position.